

Questions orales

Pour ce qui est de Terre-Neuve, je ne peux que répéter que les Terre-Neuviens bénéficieront, grâce à notre programme, d'une somme supplémentaire de 15 millions de dollars qu'ils n'auraient jamais obtenue autrement, et que cela comprend les 50 millions de dollars supplémentaires affectés au Programme de développement des collectivités. Il y aura donc une somme de 350 millions de dollars pour la formation des débutants autres que des apprentis, une somme de 50 millions de dollars devant permettre aux bénéficiaires de l'aide sociale d'obtenir une formation et de l'expérience, la somme de 100 millions de dollars consacrée à de nouveaux services offerts aux travailleurs âgés déplacés, 45 millions de dollars pour encourager l'activité indépendante dans le bâtiment.

Des voix: A l'ordre!

Mme McDougall: Le député veut peut-être d'autres exemples, monsieur le Président.

Des voix: Bravo!

LES EXIGENCES DES EMPLOIS ANTICIPÉS

M. John R. Rodriguez (Nickel Belt): Monsieur le Président, j'adresse une question supplémentaire à la même ministre. D'après un document de la Division de la politique stratégique et de la planification publié en août 1988, parmi les dix emplois qui seront les plus demandés au cours des six prochaines années, se trouvent ceux de vendeur, serveur, caissier, concierge et nettoyeur. Le document dit ensuite que d'une manière générale, ces emplois se caractérisent par une spécialisation faible ou moyenne et la plupart n'exigent aucune formation ni études postsecondaires. Ce document de son ministère ne montre-t-il pas que ces changements ne sont qu'une vaste fumisterie? Ne sont-ils pas simplement conçus pour confiner les travailleurs dans des emplois peu rémunérés, ou, comme disait Joey Smallwood, pour les recaser à Toronto?

Des voix: Bravo!

L'hon. Barbara McDougall (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, le député doit bien savoir, entre autres choses, que le type de formation offert vise à permettre aux travailleurs non qualifiés et mal rémunérés de trouver de meilleurs emplois. Si le député visait plus haut et acceptait d'aider les habitants de sa circonscription, notamment les femmes, à profiter du programme pour obtenir des emplois mieux payés, tous s'en porteraient mieux. Nous, nous sommes prêts à les aider.

Des voix: Bravo!

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE LIBAN—ON DEMANDE UN DÉBAT D'URGENCE AUX NATIONS UNIES

M. Jesse Flis (Parkdale—High Park): Monsieur le Président, ma question, qui s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures, porte sur la situation très grave au Liban.

Hier, le Liban a connu les pires bombardements depuis 14 ans. Le bilan de la dernière flambée de violence est très lourd: des centaines de morts et d'innombrables blessés. Notre parti prétend depuis toujours que la violence et l'agression ne peuvent conduire à la réconciliation nationale. La situation s'aggrave d'heure en heure.

Le secrétaire d'État est-il disposé à exercer le droit du Canada en tant que membre des Nations Unies et du Conseil de sécurité, de réclamer un débat d'urgence au Conseil de sécurité, au sujet de la crise en question?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, je comprends toute l'importance que le député et tous ses collègues attachent à la situation au Liban. Le député m'a demandé précisément si nous étions disposés à exercer nos droits. Dans des circonstances normales, nous serions, bien entendu, prêts à le faire.

Selon moi, l'une des choses qui nous inquiètent le plus dans cette tragédie, c'est qu'on ne peut trouver une solution dans un débat. Il est extrêmement important d'exercer des pressions diplomatiques et autres sur la Ligue arabe ou d'autres pays qui ont peut-être une certaine influence au Liban. Nous suivons toutes les voies en question.

Je peux garantir au député que si nous finissons par avoir la conviction qu'un débat comme celui qu'il propose serait utile, nous serons les premiers à l'organiser.

L'AIDE AUX RÉFUGIÉS

M. Jesse Flis (Parkdale—High Park): Ma question supplémentaire s'adresse au même ministre, monsieur le Président. Les Libanais ont un besoin désespéré d'aide. Il a fallu deux mois et un appel spécial lancé par la Croix-Rouge du Canada pour qu'on offre enfin une certaine aide à ce pays. Nous accueillons avec plaisir le geste en question même s'il a tardé à venir, mais je demande au ministre quelles mesures le gouvernement prend à l'heure actuelle, afin de s'assurer qu'on apporte une aide accrue aux réfugiés qui quittent le Liban pour des pays voisins?